

honorable ami d'Hochelaga, les actionnaires des filatures établies dans cette division tinrent une assemblée, et quelle déclaration durent faire les directeurs de ces établissements à leurs actionnaires ? Ils durent leur avouer que les bénéfices étaient tellement maigres qu'il n'était pas possible de payer de dividende. Cela ne fût jamais arrivé si, au lieu de s'en tenir à leurs doctrines libre-échangistes, ces messieurs de la droite s'étaient portés au secours de l'industrie du coton. Mon honorable ami de Lanark-sud (l'honorable M. Haggart) a parlé de l'industrie des lainages. A Montréal, les fabriques de tissus, au lieu de prospérer comme en 1896, ne sont plus en activité que quatre jours par semaine, tandis qu'en d'autres parties du pays, cette industrie est absolument ruinée.

Le langage que mon très honorable ami a tenu à l'endroit des Etats-Unis m'a vraiment étonné. Je me rappelle le temps où il ne trouvait pas de termes assez élogieux pour parler de ce pays-là. Je me rappelle le temps où, par exemple, il allait déclarer à Boston que nulle part au monde on ne trouvait de pays comparable aux Etats-Unis d'Amérique. Et, qu'est-il venu nous dire hier ? Que la république américaine est le foyer des trusts, des factions et de l'anarchie ; il nous a raillés sous prétexte que nous désirerions faire du Canada un foyer de trusts, de factions et d'anarchie. Sur quoi base-t-il son assertion ? Sur une citation du "Star" de Montréal, qu'il prétend faire partie de notre programme politique. M. l'Orateur, il n'est jamais entré dans le programme du parti conservateur, comme l'a prétendu l'honorable député d'Hochelaga, de copier servilement la politique des Etats-Unis. Nous voulons une plus grande somme de protection pour nos industries, pour nos manufacturiers, nos ouvriers et nos cultivateurs ; et ce que nous désirons, mon honorable ami n'est pas sans le savoir, le pays le demande comme nous. Les élections qui viennent de se tenir ont dû apprendre à l'honorable député que tel est le sentiment du pays tout entier, de l'Atlantique au Pacifique. Qu'on me permette de citer ici l'opinion désintéressé d'un homme qui ne fait pas de politique, d'un homme d'affaires s'adressant à des hommes d'affaires. Je veux parler du rapport récemment fait par un des amis de ces messieurs de la droite, si je ne me trompe, M. Walker, gérant général de la Banque du Commerce. Parlant de la question du tarif en général, voici en quels termes il s'est exprimé :

Mais s'il arrivait—et la chose paraît probable—que les prix subissent un abaissement général, il faudra s'empresse d'en saisir la signification. Comme nous le disions l'année dernière, il nous faut lutter contre une nation dont la population et les industries sont quinze fois plus considérables que les nôtres. Nous ne pourrions pas continuer, comme nous avons été obligés de le faire par le passé, de consommer une forte partie de l'excédent de pro-

duction des Etats-Unis. Il ne s'agit pas ici de la politique douanière qui a nos préférences, mais plutôt de protéger notre bien en cas de guerre. Cette guerre, il est vrai, ne se fera que dans le seul domaine de l'industrie, mais elle pourra être aussi acharnée, aussi civile qu'une guerre par les armes, sans que toutefois les conséquences en puissent être aussi terribles.

Profondément intéressés aux projets de M. Chamberlain, la question des tarifs est pour nous d'une importance vitale, à l'heure actuelle, en ce qu'elle se rapporte à nos plus proches voisins. Lorsque nous aurons pris nos mesures pour que les Etats-Unis ne déversent plus chez nous le trop-plein de leur production, nous devrons faire un effort quelconque pour répondre aux propositions de M. Chamberlain.

Voilà l'opinion d'un homme qui ne parlait pas politique et ne cherchait pas non plus à se gagner la bienveillance de ses auditeurs, mais l'opinion d'un homme d'affaires adressant la parole à d'autres hommes d'affaires, et je prétends que c'est l'opinion qui prévaut aujourd'hui dans le pays, non seulement au sein du parti conservateur, mais chez tous ceux qui ont vraiment à cœur la prospérité du Canada. J'ai toujours prétendu, et je prétends encore que la grande erreur qui s'est glissée dans le tarif de 1897 réside dans la préférence que ces messieurs de la droite ont accordée à la Grande-Bretagne. L'honorable député d'Ontario-nord a parlé avec admiration du chiffre énorme de nos exportations de beurre, de fromage, de porc et de blé ; mais si le gouvernement au lieu d'être seul à accorder un tarif de faveur en 1899, avait exigé un traitement pareil de la part de la Grande-Bretagne ; si l'Angleterre accordait à notre beurre, à notre fromage, à notre foin, à tous nos produits agricoles une préférence quelconque, quel avantage immense n'en retirerait pas notre pays ?

Je remarque que l'honorable député de Labelle (M. Bourassa) est à son siège. Je suis content qu'il ait fait son entrée. Le développement de notre pays ne s'obtiendra pas en soulevant l'opinion publique contre M. Chamberlain. M. Chamberlain veut faire des affaires avec nous. Mon honorable ami sait fort bien que je ne consentirais jamais à ce que notre pays fût dépouillé du moindre de ses privilèges, de la moindre de ses libertés. Je veux pour notre jeune nation la plus grande somme possible d'autonomie. Mais ce n'est pas en vouant M. Chamberlain à la haine publique, ce n'est ni en le tournant en ridicule, ni en dénonçant ses actions qu'on avancera les affaires du Canada. Si jamais les projets de M. Chamberlain se réalisent en Angleterre, ils mettront de l'activité dans les affaires. Cet homme d'Etat nous offre sur le marché anglais un traitement de faveur semblable à celui que nous avons accordé sur le nôtre aux produits britanniques. C'est une question d'entente entre le Canada et la Grande-Bretagne ; et si nous jugeons, au mo-